

## Le «Querfront» (Front transversal)

En Allemagne, le débat sur la nature des liens possibles entre extrême gauche et extrême droite est influencé par la notion de *Querfront*, de «*front transversal*», qui correspond grosso modo au terme «rouges-bruns» en français. En dehors de son usage universitaire ou journalistique, ce terme est employé à des fins polémiques par différentes tendances: ainsi G. Hanloser [2022] l'utilise pour dénoncer les convergences entre la gauche *antideutsch* et la droite dure, voire l'extrême droite, convergences auxquelles il a consacré déjà deux livres. Quant aux *antideutsch*, ils emploient ce concept contre les militants et intellectuels «anti-impérialistes» chaque fois qu'ils repèrent une pancarte, un slogan, ou un individu douteux dans les forums altermondialistes, les manifestations pour la Palestine, les réunions antisionistes, etc.

A ce sujet, je vais donner d'abord la parole à un universitaire, puis je conseille aux lecteurs intéressés de lire l'analyse historique d'un militant «antifa» qui corrige judicieusement l'usage trop polémique de cette notion en nous rappelant son origine (cf. Annexe 4, à la fin de ce texte).

Selon le politologue Armin Pfahl-Traugbert [2023], ni l'extrême gauche ni l'extrême droite n'auraient intérêt à conclure des alliances durables, à la fois parce qu'une telle collaboration les discréditerait totalement auprès de leurs bases respectives, mais aussi parce que leurs objectifs sont profondément antagonistes. Cet universitaire, qui n'éprouve aucune sympathie pour la cause de la révolution sociale<sup>1</sup>, distingue trois modèles (trois «idéaux-types» selon le jargon consacré) de «front transversal» :

- «une **coopération réelle** : des acteurs d'extrême gauche et d'extrême droite participent consciemment à une coopération politique à long terme et, en cas de succès, ils s'affrontent à nouveau dans le cadre de leurs anciens conflits» ;
- «une **coopération stratégique intentionnelle** : un acteur d'extrême droite tend par exemple la main pour conclure une alliance, mais celle-ci n'est pas acceptée par l'acteur d'extrême gauche, ce qui entraîne alors un échec pratique pour ce «front transversal» ;
- «un **camp copie "l'autre côté"** : dans ce cas, certains modèles d'argumentation et discours des extrémistes de gauche sont repris par les extrémistes de droite, mais sans collaboration pratiques».

Cette dernière remarque s'applique parfaitement aux néonazis dans les Länder de l'Est, après la réunification : «*La dénaturation des symboles et des codes antifascistes par les néonazis est devenue une partie intégrante de leurs pratiques: écoute de la même musique, adoption par les seconds des références musicales, des codes vestimentaires, de logos et symboles des premiers. Ainsi, dans certaines villes est-allemandes – c'est encore le cas aujourd'hui –, on peut apercevoir des graffitis ou des autocollants portant des symboles que l'on identifie instinctivement à la mouvance de la gauche "antifa", mais en se rapprochant, on peut être surpris d'y découvrir un slogan néonazi*» [Joly, 2012].

Selon Pfahl-Traugbert, l'exemple toujours cité pour illustrer la thèse du *Querfront* (la participation des nazis et des staliniens à une grève des transports à Berlin en 1932) n'est pas convainquant : «*[...] il s'agissait d'un conflit du travail contre les réductions de salaire, auquel participaient certes les communistes et les nationaux-socialistes. Mais nous devons analyser cette courte phase dans le contexte politique de l'époque. Tout au plus peut-on parler d'une action indépendante contre les valeurs de base et les institutions de la République de Weimar\*, mais elle n'a pas débouché sur des émeutes, des manifestations ou des candidatures communes. Même durant l'histoire de la RFA, aucun "front transversal" pratiqué de cette manière n'a vu le jour, ce qui s'explique par les différences idéologiques et les intérêts stratégiques*».

De même, Pfahl-Traugbert juge que les tentatives du KPD d'adopter un langage antisémite et «*völkisch*» (ethno-nationaliste) durant la période où le Parti soutint la «*ligne Schlageter*»\* pendant l'Occupation de la Ruhr, ou lorsqu'il affirma combattre pour la «*libération nationale et sociale du peuple allemand*» à partir de 1930, ces tentatives n'ont jamais abouti à une collaboration durable avec les nazis [sur ces sujets, on lira les nombreuses contributions d'Olaf Kistenmacher et l'Annexe 2 de ce texte, pp. 169/206].

Pfahl-Traugbert rappelle que le NSDAP s'appelait «Parti national-**socialiste** des travailleurs allemands», mais n'en tire pas les conclusions qu'en tirent habituellement les journalistes, politiciens ou

---

<sup>1</sup> Cité comme une référence dans un rapport du Dr Ugo Baron [2023] sur «L'extrême gauche, l'antisémitisme et l'antisionisme», rapport rédigé pour la... police judiciaire allemande (?!), ce sociologue et spécialiste des sciences politiques a dirigé, de 1994 à 2004, le service spécialisé dans la lutte contre l'extrême droite à l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV) !

intellectuels réactionnaires. De plus, selon lui, les penseurs de la Révolution conservatrice\* et Oswald Spengler\* ont joué avec le terme de «socialisme, mais il s'agissait uniquement «d'une copie et d'une réinterprétation» du socialisme, pas de l'adoption d'un projet anticapitaliste et communiste.

La notion de «*Querfront*» est-elle uniquement liée aux errances du KPD ou de la gauche, comme semblent l'affirmer de nombreux protagonistes dans les débats actuels en Allemagne ? **Non**, selon un article assez convaincant des «antifas» allemands (cf. [Annexe 4](#)). Selon l'auteur, le *Querfront* fut une tentative ratée d'union nationale imaginée par un général allemand, qui occupa le poste de chancelier, projet qui ne dura quelques mois et n'avait aucun rapport avec le KPD...

Après avoir précisé le contexte historique de l'apparition du *Querfront*, et ainsi mis en garde contre son usage polémique trop répandu, il me faut m'arrêter un peu sur le sens du mot «socialisme», à la fois pour les théoriciens de la «Révolution conservatrice» et pour les nazis, puisque l'usage commun du mot socialisme dans les deux camps est fréquemment brandi comme argument dans de nombreux débats, et pas seulement en Allemagne, pour expliquer les affinités consubstantielles qui existeraient entre l'extrême gauche et l'extrême droite et aussi les raisons pour lesquelles certains passent d'un camp politique à l'autre.

#### Sources citées :

Baron, Ugo (2023), <https://www.kriminalpolizei.de/themen/wissenschaft-und-forschung/detailansicht-wissenschaft-und-forschung/artikel/antizionismus-und-antisemitismus-im-linksextremismus.html> (L'antisionisme et l'antisémitisme dans l'extrémisme de gauche)

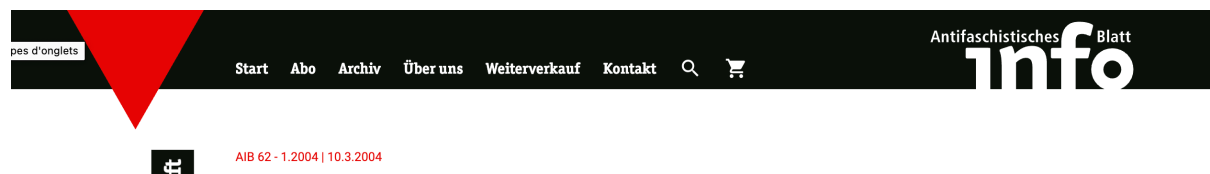
Hanloser, Gerhard (2022), Interview (en allemand) à propos de son livre «*L'autre Front transversal et l'escroquerie antideutsche*» <https://www.youtube.com/watch?v=FbxVXHpw-J8>

Kistenmacher, Olaf (2006), «De "Judas" au "Capital juif" : les formes de pensée antisémites dans le Parti communiste allemand (KPD) sous la république de Weimar, 1918-1933» (<https://nfnf.eu/spip.php?article664>)

Pfahl-Traughber, Armin (2023), «Gibt es eine aus Links- und Rechtsextremisten bestehende „Querfront“? Definitionen, Erscheinungsformen, Geschichte und Relevanz» («Existe-t-il un "front transversal" composé d'extrémistes de gauche et de droite ? Définitions, formes d'apparition, histoire et pertinence»)

\*\*\*\*

## Annexe 4 : Le Querfront (Front transversal) : un projet présidentiel de droite ? (2004)



«Premièrement, ce terme trouve son origine dans un contexte historique spécifique qui ne peut être facilement transposé à la situation actuelle. Deuxièmement, il suggère une cohérence substantielle et conceptuelle qui n'existe pas et n'a jamais existé par le passé.

Le terme «*Querfront*» ou «stratégie du *Querfront*» est apparu pour la première fois dans les discours politiques et idéologiques de la République de Weimar au début des années 1930, dans le contexte du régime présidentiel largement autoritaire. Aucun des chanceliers Brüning, Papen et Schleicher, qui se sont succédé entre mars 1930 et janvier 1933, ne pouvait compter sur une majorité parlementaire ou un large soutien social. Si les différentes factions de la droite politique, qui s'étendaient jusqu'au camp bourgeois, se réjouissaient de l'érosion manifeste des institutions démocratiques, ces groupes manquaient toutefois de concepts ou de stratégies politiques uniformes. En particulier, la politique néo-aristocratique et

*inconditionnellement pro-business de Papen n'a pas réussi à unir le spectre de la droite. Le cabinet Papen s'est effondré après seulement cinq mois, en novembre 1932.*

*Son successeur, le général Kurt von Schleicher, chercha donc à ancrer davantage son régime présidentiel dans la société et la politique. Dans ce contexte, l'idée d'une alliance "transversale" aux clivages idéologiques des partis, regroupant la Reichswehr [l'armée], les syndicats et l'aile "gauche" du NSDAP, devint brièvement une option politique sérieuse. Cependant, les idées et les attentes associées à ce concept par les différents propagandistes du "Querfront" divergeaient considérablement.*

*Sur le plan théorique et idéologique, le "Querfront" fut largement développé par des représentants des néo-nationalistes du *Tatkreis* [Cercle d'action<sup>2</sup>] et formulé dans de nombreuses publications [...]. Les auteurs espéraient que le régime de Schleicher permettrait d'éliminer définitivement la démocratie de Weimar et de prendre des mesures décisives vers un État autoritaire fondé "sur la volonté du peuple".*

*Les positions politiques de Schleicher semblaient quant à elles correspondre à bien des égards à celles du *Tatkreis*. Dès la Première Guerre mondiale, le général avait préconisé de soumettre les industries clés à un contrôle étatique plus strict, de taxer les profits de guerre et, si nécessaire, d'imposer un contrôle des prix à l'aide de certaines formes d'administration obligatoire. Même en tant que chancelier, il prônait une protection plus durable des intérêts de l'État vis-à-vis de l'industrie et envisageait même de mettre en œuvre des nationalisations partielles.*

*Cependant, contrairement à celles du *Tatkreis*, les idées de Schleicher ne visaient pas à créer une nouvelle forme de gouvernement et à contribuer à l'établissement du "national-socialisme". La pensée et les actions du chancelier étaient plutôt guidées par des principes militaires pragmatiques. La principale préoccupation de Schleicher était de créer une base populaire pour son régime présidentiel, qui, à long terme, aurait pris au moins en partie les caractéristiques d'une dictature militaire.*

*En effet, à l'automne 1932, des voix s'élevèrent tant au sein de l'ADGB (Confédération générale syndicale allemande<sup>3</sup>) que dans l'aile "gauche" du NSDAP pour ne pas exclure une participation à un "front commun". Ainsi, depuis le début des années 1930, les courants nationalistes avaient pris pied au sein de l'ADGB, tandis que les débats internes au syndicat sur le mouvement national-socialiste en pleine expansion s'étaient largement apaisés. De plus, face à la hausse spectaculaire du chômage, des appels en faveur de mesures publiques de création d'emplois se multipliaient au sein de l'ADGB et des différents syndicats, ce qui provoquait des conflits considérables avec la direction du SPD. Les liens traditionnellement étroits entre les syndicats et les sociaux-démocrates semblaient ainsi se relâcher. D'autre part, Gregor Strasser, chef du groupe parlementaire du NSDAP et représentant d'une aile "anticapitaliste" du parti, avait présenté en mai 1932, dans un discours au Reichstag, un programme économique d'urgence qui présentait de nombreuses similitudes avec les programmes syndicaux de création d'emplois.*

*Au cours de l'été et de l'automne 1932, une série de pourparlers exploratoires eurent lieu entre la direction de l'ADGB et le gouvernement du Reich afin d'étudier les possibilités d'un "gouvernement de tous les cercles populaires", incluant le NSDAP. Gregor Strasser rencontra Schleicher et le chef de la Reichsbanner<sup>4</sup> (social-démocrate). Il maintint le contact avec l'ADGB par l'intermédiaire de tiers. La question de savoir si des négociations directes concernant un éventuel "front commun" entre Schleicher, les responsables syndicaux et les théoriciens économiques nationaux-socialistes eurent également lieu reste controversée à ce jour.*

*À partir de la fin août 1932, les observateurs contemporains considéraient toutefois la formation d'un cabinet Schleicher-Strasser-Leipart (le président [social-démocrate] de l'ADGB) comme un scénario politique sérieux et réaliste. Mais cela n'alla pas plus loin. Lorsque Schleicher fut nommé chancelier du Reich au début du mois de décembre*

---

<sup>2</sup> Organisation créée à la fin des années 1920 autour du journal *Die Tat*. Propageant des idées *völkisch* (nationalistes, racistes et antisémites), elle prétendait encourager les exportations et décourager les importations, en accentuant considérablement l'intervention de l'État dans l'économie, en augmentant les droits de douane et en appelant à «l'autosuffisance» allemande. Cela ne vous semble pas familier ?

<sup>3</sup> Tous les partis politiques étaient présents au sein de l'ADGB, créée en 1919, sauf les staliniens qui, fidèles à la politique de la «troisième période\*», après 1928, créèrent leur propre «syndicat rouge», la Revolutionäre Gewerkschafts (Opposition (l'Opposition syndicale révolutionnaire). La RGO ne regroupa jamais plus que 350 000 membres (dont la moitié de chômeurs) face aux millions de syndiqués de l'ADGB (8 millions en 1920, mais 3,5 millions en 1932).

<sup>4</sup> Organisation de 3 millions de vétérans de la première guerre mondiale, créée en 1924 après le putsch de la brasserie\* mené par Hitler. Elle était censée protéger la République de Weimar contre toute tentative de renversement par l'extrême droite et l'extrême gauche. Avec le succès que l'on sait...

1932, le concept de front transversal était déjà obsolète. Les positions de Strasser n'avaient pas réussi à s'imposer au sein du NSDAP. Le 8 décembre, il démissionna de son poste au sein du parti. Les syndicats finirent par renoncer à prendre clairement position en faveur du régime présidentiel, d'autant plus que le SPD exerçait une pression considérable sur la direction de l'ADGB. Cependant, l'attitude généralement indécise, hésitante et indifférente des syndicats à l'égard du mouvement national-socialiste ne changea guère, ce qui allait avoir des conséquences amères. Le cabinet Schleicher dura moins de deux mois. Le 30 janvier 1933, Hitler fut nommé chancelier du Reich. Trois mois plus tard, le 2 mai 1933, le régime nazi commença à écraser les syndicats. Le fait que ces mesures n'aient rencontré qu'une résistance limitée n'était pas uniquement dû à la terreur nazie, mais aussi au rapprochement avec l'extrême droite qui s'était opéré depuis le début des années 1930<sup>5</sup>.»

Lectures recommandées par l'auteur (ou l'auteurice) anonyme de cet article

- Stefan Breuer: *Ordnungen der Ungleichheit – die deutsche Rechte im Widerstreit ihrer Ideen 1871-1945*, Darmstadt 2001
- Stefan Breuer: *Anatomie der Konservativen Revolution*, Darmstadt 1995
- Bernd Martin: « *Die deutschen Gewerkschaften und die nationalsozialistische Machtübernahme. Von der Anpassungspolitik während der Präsidialkabinette zur Selbstausschaltung im totalitären Staat* », in: *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 36 (1985), pp. 605-631
- Axel Schildt: « *Militärische Ratio und Integration der Gewerkschaften. Zur Querfrontkonzeption der Reichswehrführung am Ende der Weimarer Republik* », in: Richard Saage (dir.): *Solidargemeinschaft und Klassenkampf. Politische Konzeptionen der Sozialdemokratie zwischen den Weltkriegen*, Frankfurt/Main 1986, pp. 346-364
- Kurt Sontheimer: *Antidemokratisches Denken in der Weimarer Republik. Die politischen Ideen des Nationalismus zwischen 1918 und 1933*, München 1994

---

<sup>5</sup> <https://antifainfoblatt.de/aib62/der-begriff-Querfront-eine-historische-betrachtung>